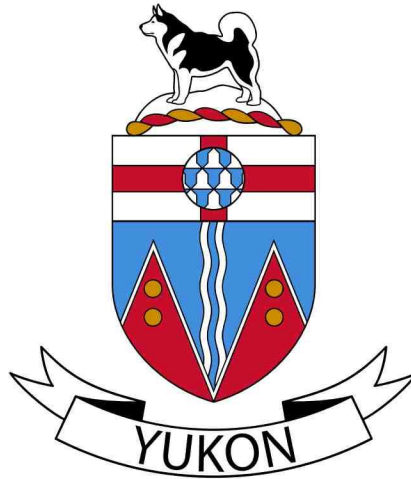




LEGISLATIVE ASSEMBLY OF YUKON

**FIRST SESSION OF THE
THIRTY-SIXTH LEGISLATIVE ASSEMBLY**

**BILL NO. 13
LABOUR RELATIONS BOARDS
STATUTES AMENDMENT ACT
(2026)**

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU YUKON

**PREMIÈRE SESSION DE LA
TRENTÉ-SIXIÈME ASSEMBLÉE
LÉGISLATIVE**

**PROJET DE LOI N°13
LOI DE 2026 MODIFIANT LES
LOIS SUR LES COMMISSIONS DES
RELATIONS DE TRAVAIL**

First Reading:

Second Reading:

Committee of the Whole:

Third Reading:

Assented to:

Première lecture :

Deuxième lecture :

Comité plénier :

Troisième lecture :

Date de sanction :

EXPLANATORY NOTE

This enactment amends two statutes respecting Yukon labour relations boards to address issues of administrative support for the boards by aligning the legislative scheme with the federal legislative scheme and the current administrative practice.

Part 1 amends the *Education Labour Relations Act* in respect of the Yukon Teachers Labour Relations Board.

Part 2 amends the *Public Service Labour Relations Act* in respect of the Yukon Public Service Labour Relations Board. The amendments to both acts include:

The amendments to both acts include:

- authorizing the Minister to enter into arrangements with the Government of Canada or the Administrative Tribunal Support Services of Canada to provide administrative support and to provide for the reimbursement of remuneration and expenses of board members and other persons appointed or engaged under the Act;
- expanding the regulation-making authority of the Commissioner in Executive Council to allow for the modernization of processes;
- providing a modernized oath or solemn affirmation for persons appointed or engaged under the Act;
- allowing the board to make policies, practice directions or guidelines for board processes;
- providing legal protections for board members, administrative support staff, and other persons appointed or engaged under the Act.

Part 3 provides for the continuation, after the amendments come into force, of various things that

NOTE EXPLICATIVE

Le présent texte modifie deux lois portant sur les commissions des relations de travail du Yukon afin de résoudre certaines questions liées au soutien administratif qui leur est fourni, et ce, en harmonisant le régime législatif avec celui du gouvernement fédéral ainsi qu'avec les pratiques administratives actuelles.

La partie 1 modifie la *Loi sur les relations de travail dans le secteur de l'éducation* relativement à la Commission des relations de travail du personnel enseignant du Yukon.

La partie 2 modifie la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* relativement à la Commission des relations de travail dans la fonction publique du Yukon.

Des modifications correspondantes sont adoptées aux deux lois afin :

- d'autoriser le ministre à conclure des accords avec le gouvernement du Canada ou le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs du Canada pour la prestation de soutien administratif et le remboursement de la rémunération et des frais des membres de la Commission et d'autres personnes nommées en vertu de la loi ou dont les services sont retenus sous son régime;
- d'élargir le pouvoir réglementaire du commissaire en conseil exécutif afin de permettre la modernisation des modes de fonctionnement;
- de moderniser le serment ou l'affirmation solennelle des personnes nommées en vertu de la loi ou dont les services sont retenus sous son régime;
- de permettre à la Commission d'établir des principes directeurs, des directives de pratique ou des lignes directrices concernant son fonctionnement;
- de conférer une immunité aux membres de la Commission, au personnel de soutien administratif ainsi qu'à d'autres personnes nommées en vertu de la loi ou dont les services sont retenus sous son régime.

La partie 3 prévoit la continuation, après l'entrée en vigueur des modifications, de diverses situations qui



were in effect under the *Education Labour Relations Act* and the *Public Service Labour Relations Act* prior to them being amended, including validating board practice directions or policies that were previously made.

Part 4 repeals spent regulations and regulations that are no longer needed as a result of the amendments.

existent sous les régimes de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur de l'éducation* et de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*. Elle valide notamment les principes directeurs et les directives de pratique des commissions établis antérieurement.

La partie 4 abroge des règlements devenus caducs ainsi que des règlements qui ne sont plus nécessaires par suite des modifications.



LABOUR RELATIONS BOARDS STATUTES AMENDMENT ACT (2026)

LOI DE 2026 MODIFIANT LES LOIS SUR LES COMMISSIONS DES RELATIONS DE TRAVAIL

The Commissioner of Yukon, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly, enacts as follows:

La Commissaire du Yukon, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

PART 1

EDUCATION LABOUR RELATIONS ACT

1 *Education Labour Relations Act* amended

This Part amends the *Education Labour Relations Act*.

2 Section 1 amended

In subsection 1(1)

- (a) the following definitions are added in alphabetical order:

“**adjudicator**” means a person appointed or reappointed under section 65 or, if the context permits, an adjudicator named in a collective agreement for the purposes of that agreement; « *arbitre de griefs* »

“**chief administrator**” means a person appointed under subsection 5(1) of the *Administrative Tribunals Support Service of Canada Act* (Canada); « *administrateur en chef* »

“**employee of the support services provider**” means an employee of the Administrative Tribunals Support

PARTIE 1

LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

1 *Modification de la Loi sur les relations de travail dans le secteur de l'éducation*

La présente partie modifie la *Loi sur les relations de travail dans le secteur de l'éducation*.

2 Modification de l'article 1

Le paragraphe 1(1) est modifié comme suit :

- a) les définitions qui suivent sont insérées selon l'ordre alphabétique :

« **administrateur en chef** » La personne nommée en application du paragraphe 5(1) de la *Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs* (Canada). “*chief administrator*”

« **arbitre de griefs** » Personne nommée ou renommée en application de l'article 65 ou, lorsque le contexte le permet, arbitre de griefs nommé dans une convention collective pour les besoins de cette convention. “*adjudicator*”

« **employé du fournisseur de services d'appui** » Employé du Service canadien d'appui aux



Service of Canada appointed under the *Public Service Employment Act* (Canada). « *employé du fournisseur de services d'appui* »

“**presiding member**” means the member who presides over a panel in accordance with section 11; « *président de la formation* », « *président d'une formation* »

“**statutory appointee**” means

- (a) an adjudicator,
- (b) an arbitrator,
- (c) a mediator, or
- (d) a member of a conciliation board appointed under section 53; « *personne nommée en vertu de la loi* »

“**support services**” means support services and facilities that are referred to in an arrangement entered into under section 4.01 or are needed for the board to exercise its powers or perform its duties and functions in accordance with this Act; « *services d'appui* »

“**support services provider**” means the Administrative Tribunals Support Service of Canada established by the *Administrative Tribunals Support Service of Canada Act* (Canada); « *fournisseur de services d'appui* »

- (b) in the definition “board”, the expression “established” is replaced with the expression “continued”;
- (c) in the English version of the definition “employee”, the expression “, except in paragraph 5(2)(b),” is added after the expression “means”;
- (d) the definition “federal act” is replaced with the following:

“**federal Act**” means the *Federal Public Sector Labour Relations and Employment Board Act* (Canada), as amended or replaced from time to time; « *loi fédérale* »

- (e) the definition “mediator” is replaced with the following:

tribunaux administratifs nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* (Canada). “*employee of the support services provider*”

« **fournisseur de services d'appui** » Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs constitué par la *Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs* (Canada). “*support services provider*”

« **personne nommée en vertu de la loi** » S'entend :

- a) d'un arbitre de griefs;
- b) d'un arbitre;
- c) d'un médiateur;
- d) d'un membre d'un bureau de conciliation nommé en conformité avec l'article 53. “*statutory appointee*”

« **président de la formation** » ou « **président d'une formation** » Membre chargé de présider une formation en conformité avec l'article 11. “*presiding member*”

« **services d'appui** » S'entend des services d'appui et des installations qui sont prévus dans un accord conclu en vertu de l'article 4.01 ou dont la Commission a besoin pour exercer ses attributions en conformité avec la présente loi. “*support services*”

- b) dans la définition de « Commission », l'expression « constituée » est remplacée par l'expression « prorogée »;
- c) dans la version française de la définition de « employé », l'expression « S'entend » est remplacée par l'expression « Sauf pour l'application de l'alinéa 5(2)b), s'entend »;
- d) la définition de « loi fédérale » est remplacée par ce qui suit :

« **loi fédérale** » La *Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral* (Canada) et ses modifications successives ou celles qui la remplacent éventuellement. “*federal Act*”

- e) la définition de « médiateur » est remplacée par ce qui suit :



“mediator” means, except in section 15.10, a person appointed by the chair under section 32;
« médiateur »

3 Section 4 amended

(1) Subsection 4(1) is replaced with the following:

(1) The Yukon Teachers Labour Relations Board is continued.

(2) The following subsection is added after subsection 4(1):

(1.01) The board is composed of persons who hold office as full-time members of the Federal Public Sector Labour Relations and Employment Board continued under the federal Act.

(3) In the English version of subsection 4(2), the expression “federal act” is replaced with the expression “federal Act”.

(4) In subsection 4(3), the expression “functions or responsibilities” is replaced with the expression “duties or functions”.

4 Section 4.01 added

The following section is added after section 4:

4.01 Arrangements for the provision of services, etc.

The Minister may, on behalf of the Government of Yukon, enter into an arrangement with the Government of Canada or the support services provider for the provision of support services to the board, and pursuant to which the Government of Yukon will make payments to the Government of Canada or the support services provider in accordance with the terms and conditions of the arrangement, respecting any of the following:

- (a) remuneration of and reimbursement of expenses to members of the board or persons carrying out and completing duties or functions under subsection 4(3);
- (b) remuneration of and reimbursement of expenses to an advisor selected in accordance with section 40;

« médiateur » Sauf pour l’application de l’article 15.10, personne que le président nomme à ce titre en vertu de l’article 32. “mediator”

3 Modification de l’article 4

(1) Le paragraphe 4(1) est remplacé par ce qui suit :

(1) La Commission des relations de travail du personnel enseignant du Yukon est prorogée.

(2) Le paragraphe qui suit est inséré après le paragraphe 4(1) :

(1.01) La Commission est composée de personnes qui exercent une charge à temps plein au sein de la Commission des relations de travail et de l’emploi dans le secteur public fédéral maintenue par la loi fédérale.

(3) Dans la version anglaise du paragraphe 4(2), l’expression « federal act » est remplacée par l’expression « federal Act ».

(4) Au paragraphe 4(3), l’expression « fonctions ou des responsabilités » est remplacée par l’expression « attributions ».

4 Insertion de l’article 4.01

L’article qui suit est inséré après l’article 4 :

4.01 Accords pour la fourniture de services, etc.

Le ministre peut, au nom du gouvernement du Yukon, conclure avec le gouvernement du Canada ou le fournisseur de services d’appui un accord pour la fourniture de services d’appui à la Commission, aux termes duquel le gouvernement du Yukon paiera le gouvernement du Canada ou le fournisseur de services d’appui en conformité avec les modalités prévues à l’accord. L’accord peut porter sur :

- a) la rémunération et le remboursement des frais des membres de la Commission ou des personnes qui s’acquittent d’attributions en vertu du paragraphe 4(3);
- b) la rémunération et le remboursement des frais d’un conseiller choisi conformément à l’article 40;



- (c) reimbursement of an allowance for expenses and payment of a witness fee for persons referred to in section 98;
- (d) remuneration of and reimbursement of expenses for persons referred to in section 100;
- (e) reimbursement of expenses of the support services provider for the provision of support services, including reimbursement for costs of related activities and resources;
- (f) reimbursement of expenses that are directly attributable or traceable to the operations of the board;
- (g) any other matter that the Minister considers necessary or advisable.

- c) le remboursement des indemnités des témoins que prévoit l'article 98;
- d) la rémunération et l'indemnisation des personnes visées à l'article 100;
- e) le remboursement des frais du fournisseur de services d'appui pour la fourniture de services d'appui, y compris le remboursement des coûts associés aux activités et aux ressources connexes;
- f) le remboursement de frais directement attribuables ou directement rattachables aux activités de la Commission;
- g) toute autre question que le ministre juge nécessaire ou souhaitable de régler.

5 Section 5 replaced

Section 5 is replaced with the following:

5 Remuneration and expenses of members of the board

(1) The Commissioner in Executive Council may make regulations respecting the remuneration of the members of the board or persons carrying out and completing duties or functions under subsection 4(3).

(2) Except as otherwise provided by the regulations, members of the board and persons carrying out and completing duties or functions under subsection 4(3) are to be reimbursed for travel and living expenses they incur in connection with the performance of their work away from their ordinary place of residence as follows:

- (a) if an arrangement has been made under section 4.01, in accordance with the arrangement;
- (b) otherwise, in accordance with the policy for payment of travel expenses to employees of the Government of Yukon, as amended or replaced from time to time.

6 Section 7.01 added

The following section is added after section 7:

5 Remplacement de l'article 5

L'article 5 est remplacé par ce qui suit :

5 Rémunération et indemnités

(1) Le commissaire en conseil exécutif peut prendre des règlements concernant la rémunération des membres de la Commission ou des personnes qui s'acquittent d'attributions en vertu du paragraphe 4(3).

(2) À moins qu'il n'en soit prévu autrement dans un règlement, les membres de la Commission et les personnes qui s'acquittent d'attributions en vertu du paragraphe 4(3) reçoivent le remboursement des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu ordinaire de résidence selon les modalités suivantes :

- a) s'il existe un accord visé à l'article 4.01, en conformité avec cet accord;
- b) autrement, en conformité avec la politique régissant le paiement des frais de déplacement aux employés du gouvernement du Yukon et ses modifications successives ou celles qui la remplacent éventuellement.

6 Insertion de l'article 7.01

L'article qui suit est inséré après l'article 7 :



7.01 Attendance at meetings of persons completing duties under subsection 4(3)

A person carrying out and completing duties or functions under subsection 4(3) is not entitled to attend a meeting of the board unless the person has been invited by the chair.

7 Section 9 replaced

Section 9 is replaced with the following:

9 Number of members on a panel

(1) Subject to subsection (2), matters of which the board is seized are to be heard by a panel consisting of one member of the board.

(2) If the chair considers that the complexity of a matter requires it, the chair may assign the matter to a panel consisting of three members of the board.

8 Section 11 replaced

Section 11 is replaced with the following:

11 Presiding member of a panel

(1) The chair presides over a three-member panel if the chair is a member of the panel.

(2) If the chair is not a member of a three-member panel, the chair must designate a member of the panel to preside over it.

(3) If the panel is a one-member panel, the sole member of the panel is the presiding member.

9 Section 12 replaced

Section 12 is replaced with the following:

12 Death or incapacity of a panel member

(1) If a member of a three-member panel, other than the presiding member, dies or becomes incapacitated, the presiding member may determine any matter that was before the panel, and the decision of the presiding member is deemed to be the decision of the panel.

7.01 Présence aux réunions des personnes visées au paragraphe 4(3)

La personne qui s'acquitte d'attributions en vertu du paragraphe 4(3) ne peut assister aux réunions de la Commission que sur invitation du président.

7 Remplacement de l'article 9

L'article 9 est remplacé par ce qui suit :

9 Composition des formations

(1) Sous réserve du paragraphe (2), les affaires dont est saisie la Commission sont entendues par une formation composée d'un seul membre de la Commission.

(2) S'il estime que la complexité de l'affaire l'exige, le président peut l'assigner à une formation composée de trois membres de la Commission.

8 Remplacement de l'article 11

L'article 11 est remplacé par ce qui suit :

11 Membre chargé de présider une formation

(1) Le président de la Commission préside la formation composée de trois membres dont il fait partie.

(2) Si le président de la Commission ne fait pas partie d'une formation composée de trois membres, il doit désigner un membre de cette formation pour la présider.

(3) Si la formation est composée d'un seul membre, ce dernier la préside.

9 Remplacement de l'article 12

L'article 12 est remplacé par ce qui suit :

12 Décès ou empêchement d'un membre d'une formation

(1) Le président d'une formation composée de trois membres peut, en cas de décès ou d'empêchement d'un des autres membres, trancher seul l'affaire dont la formation était saisie, la décision du président de la formation étant alors réputée celle de la formation.



(2) If the presiding member dies or becomes incapacitated, the chair must establish a new panel to hear and determine the matter, subject to any terms and conditions that the chair considers necessary to protect and preserve the rights and interests of the parties.

10 Section 13 amended

Subsection 13(1) is replaced with the following:

- (1) A matter before a panel is decided
 - (a) if the panel is a one-member panel, by the presiding member; or
 - (b) if the panel is a three-member panel, by a majority of the members or, if no decision is supported by a majority of the members of the panel, by the presiding member of the panel.

11 Section 14 replaced

Section 14 is replaced with the following:

14 Powers, duties and functions of the board

(1) The board is to exercise the powers and perform the duties and functions that are conferred or imposed on it by this Act, and to exercise any powers and perform any duties and functions that are incidental to the attainment of the purpose of this Act.

(2) In exercising its powers and performing its duties and functions referred to in subsection (1), the board may make orders requiring compliance with any of the following:

- (a) this Act;
- (b) the regulations;
- (c) decisions made in respect of a matter coming before the board.

12 Section 15 replaced

Section 15 is replaced with the following:

15 Provision of assistance to parties

If the parties agree, the board, a member of the board or an employee of the support services provider who

(2) En cas de décès ou d'empêchement du président d'une formation, le président de la Commission doit constituer une autre formation et lui renvoyer l'affaire selon les modalités et aux conditions qu'il estime nécessaires dans l'intérêt des parties.

10 Modification de l'article 13

Le paragraphe 13(1) est remplacé par ce qui suit :

- (1) Les décisions d'une formation sont prises de la façon suivante :
 - a) s'agissant d'une formation composée d'un seul membre, par le président de la formation;
 - b) s'agissant d'une formation composée de trois membres, à la majorité de ceux-ci; s'il n'y a pas de majorité, la décision du président de la formation constitue la décision de celle-ci.

11 Remplacement de l'article 14

L'article 14 est remplacé par ce qui suit :

14 Attributions de la Commission

(1) La Commission exerce les attributions que la présente loi lui confère et celles qu'implique la réalisation des objets de la présente loi.

(2) Dans l'exercice des attributions mentionnées au paragraphe (1), la Commission peut rendre des ordonnances qui exigent l'observation de la présente loi, des règlements ou des décisions qu'elle rend sur les questions qui lui sont soumises.

12 Remplacement de l'article 15

L'article 15 est remplacé par ce qui suit :

15 Pouvoir général d'aider les parties

Si les parties y consentent, la Commission, un membre de la Commission ou un employé du



is authorized by the board may assist the parties in resolving any issues in dispute at any stage of a proceeding and by any means that the board considers appropriate, without prejudice to the board's power to determine issues that have not been settled.

13 Section 15.1 amended

In section 15.1, the expression "duties or" is added after the expression "perform any of its".

14 Section 15.2 amended

In section 15.2

- (a) paragraph (d) is replaced with the following:
 - (d) the practice and procedure for hearings and pre-hearing proceedings of the board;
- (b) the following paragraphs are added after paragraph (d):
 - (d.01) the use of any means of telecommunication in the conduct of the board's activities;
 - (d.02) the hearing or determination of any application, complaint, question or dispute that may be made to, referred to or otherwise come before the board;
 - (d.03) the establishment of an expeditious procedure and matters that may be determined under that procedure;
- (c) the following paragraph is added after paragraph (e):
 - (e.01) the manner in which and the period during which evidence and information may be presented to the board in connection with any proceeding that may come before it;
- (d) paragraph (h) is replaced with the following:
 - (h) any other matters or things that are incidental or conducive to the exercise of the board's powers and the performance of its duties and functions or the attainment of the purpose of this Act.

15 Section 15.2.01 added

The following section is added after section 15.2:

fournisseur de services d'appui autorisé par la Commission peut, en tout état de cause, aider les parties à régler les questions en litige de la façon que la Commission juge indiquée sans qu'il soit porté atteinte à la compétence de la Commission de trancher les questions qui n'auront pas été réglées.

13 Modification de l'article 15.1

À l'article 15.1, l'expression « pouvoirs et fonctions » est remplacée par l'expression « attributions ».

14 Modification de l'article 15.2

L'article 15.2 est modifié comme suit :

- a) l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :
 - d) la pratique et la procédure applicables aux audiences et aux procédures préparatoires de la Commission;
- b) les alinéas qui suivent sont insérés après l'alinéa d) :
 - d.01) l'utilisation de tout moyen de télécommunication dans le cadre des activités de la Commission;
 - d.02) l'audition ou le règlement des demandes, des plaintes, des questions ou des différends dont la Commission peut être saisie;
 - d.03) l'établissement d'une procédure expéditive et la détermination des affaires auxquelles elle peut s'appliquer;
- c) l'alinéa qui suit est inséré après l'alinéa e) :
 - e.01) les modalités et délais de présentation des éléments de preuve et des renseignements qui peuvent être fournis à la Commission dans le cadre des affaires dont elle peut être saisie;
- d) l'alinéa h) est remplacé par ce qui suit :
 - h) toute mesure utile ou connexe à l'exécution des attributions de la Commission ou à la réalisation des objets de la présente loi.

15 Insertion de l'article 15.2.01

L'article qui suit est inséré après l'article 15.2 :



15.2.01 Delegation in regulation authorized

A regulation made under section 15.2 may delegate any matter to, or confer a discretion in respect of any matter on, the board.

16 Section 15.3 amended

Subsection 15.3(2) is replaced with the following:

(2) The board may dismiss summarily any matter that is, in the board's opinion, trivial, frivolous, vexatious or made in bad faith.

17 Section 15.3.01 added

The following section is added after section 15.3:

15.3.01 Board may make rules respecting practice and procedure

(1) Subject to this Act and the regulations, the board determines its own processes and may make rules respecting practice and procedure.

(2) In the event of any conflict with any rules made by the board under subsection (1) and this Act or the regulations, this Act and the regulations apply.

(3) The board may make rules that are different for different classes of applications, complaints, questions, disputes, issues or matters.

(4) The board may waive or modify one or more of its rules if the board considers there are exceptional circumstances.

(5) The chair may issue policies, practice directions or guidelines that are consistent with this Act and the regulations respecting proceedings or the application of the board's rules.

(6) The board must make accessible any policies, practice directions or guidelines issued or rules respecting practice or procedure made under this section.

15.2.01 Délégation par règlement autorisée

Un règlement pris en vertu de l'article 15.2 peut déléguer toute question à la Commission ou lui accorder un pouvoir discrétionnaire relativement à toute question.

16 Modification de l'article 15.3

Le paragraphe 15.3(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) La Commission peut rejeter de façon sommaire toute affaire qu'elle estime futile, frivole, vexatoire ou entachée de mauvaise foi.

17 Insertion de l'article 15.3.01

L'article qui suit est inséré après l'article 15.3 :

15.3.01 Règles de pratique et de procédure établies par la Commission

(1) Sous réserve de la présente loi et de ses règlements, la Commission détermine son mode de fonctionnement et peut établir des règles de pratique et de procédure.

(2) La présente loi et ses règlements ont préséance sur toute règle incompatible établie par la Commission en vertu du paragraphe (1).

(3) La Commission peut établir des règles qui diffèrent selon les catégories de demandes, de plaintes, de questions, de différends ou d'autres affaires.

(4) La Commission peut renoncer à l'application de ses règles ou les modifier si elle estime qu'il existe des circonstances exceptionnelles.

(5) Le président peut établir des principes directeurs, des directives de pratique ou des lignes directrices qui sont compatibles avec la présente loi et ses règlements et qui concernent les procédures judiciaires ou l'application des règles de la Commission.

(6) La Commission doit rendre accessibles les principes directeurs, les directives de pratique, les lignes directrices ou les règles concernant la pratique et la procédure qui sont établis en vertu du présent article.



18 Section 15.7 amended**In section 15.7**

- (a) in paragraph (a), the expression “to a panel” is added after the expression “reassignment”; and
- (b) in paragraph (b), the expression “the assignment of vice-chairs to preside over panels” is replaced with the expression “the designation of presiding members to preside over three-person panels”.

19 Section 15.8 replaced**Section 15.8 is replaced with the following:****15.8 Delegation by the chair**

The chair may authorize a vice-chair to exercise any of the chair’s powers or perform any of the chair’s duties or functions, including powers, duties or functions delegated to the chair by the board.

20 Section 15.9 amended

In the English version of section 15.9, the expression “federal act” is replaced with the expression “federal Act”.

21 Section 15.10 replaced**Section 15.10 is replaced with the following:****15.10 Mediators or experts engaged in advisory capacity**

The chief administrator may engage on a temporary basis the services of mediators or experts to assist the board in an advisory capacity and fix their remuneration in accordance with the regulations or any arrangement entered into under section 4.01.

22 Section 65 amended

The following subsection is added after subsection 65(3):

- (3.01) Subject to subsections (1) to (3), an adjudicator is eligible for reappointment.

23 Section 97 replaced**Section 97 is replaced with the following:****18 Modification de l’article 15.7****L’article 15.7 est modifié comme suit :**

- a) à l’alinéa a), l’expression « et la réassignation » est remplacée par l’expression « à une formation ou la réassignation à une formation »;
- b) à l’alinéa b), l’expression « vice-présidents » est remplacée par l’expression « présidents des formations composées de trois membres ».

19 Remplacement de l’article 15.8**L’article 15.8 est remplacé par ce qui suit :****15.8 Délégation**

Le président peut déléguer à tout vice-président les attributions que lui confère la présente loi ou que lui délègue la Commission.

20 Modification de l’article 15.9

Dans la version anglaise de l’article 15.9, l’expression « federal act » est remplacée par l’expression « federal Act ».

21 Remplacement de l’article 15.10**L’article 15.10 est remplacé par ce qui suit :****15.10 Assistance technique**

L’administrateur en chef peut retenir temporairement les services de médiateurs ou d’autres experts afin d’assister la Commission à titre consultatif, et fixer leur rémunération en conformité avec les règlements ou tout arrangement conclu en vertu de l’article 4.01.

22 Modification de l’article 65

Le paragraphe qui suit est inséré après le paragraphe 65(3) :

- (3.01) Sous réserve des paragraphes (1) à (3), le mandat d’un arbitre de griefs peut être reconduit.

23 Remplacement de l’article 97**L’article 97 est remplacé par ce qui suit :**

97 Legal protections for members of the board

(1) A member of the board or a person carrying out and completing duties or functions under subsection 4(3) is not competent or compellable to appear as a witness in any civil action, suit or other proceeding respecting information obtained in the exercise of their powers or the performance of their duties or functions.

(2) No criminal or civil proceedings lie against a member of the board or a person carrying out and completing duties or functions under subsection 4(3) for anything done or omitted to be done, reported or said by that member or that person in good faith in the course of the exercise of their powers or the performance of their duties or functions or the purported exercise of their powers or the purported performance of their duties or functions.

(3) A note, draft order or draft decision of the board, a member of the board or a person carrying out and completing duties or functions under subsection 4(3) is not to be disclosed without the consent of the person who made it.

24 Sections 97.01 and 97.02 added

The following sections are added after section 97:

97.01 Legal protections for statutory appointees, experts and advisors

(1) A statutory appointee, a person engaged under section 15.10, or an advisor selected in accordance with section 40 is not competent or compellable to appear as a witness in any civil action, suit or other proceeding respecting information obtained in the exercise of their powers or the performance of their duties or functions.

(2) No criminal or civil proceedings lie against a statutory appointee, a person engaged under section 15.10 or an advisor selected in accordance with section 40 for anything done or omitted to be done, reported or said by that person in good faith in the course of the exercise of their powers or performance of their duties or functions or the purported exercise of their powers or the purported performance of their duties or functions.

97 Immunité des membres de la Commission

(1) Les membres de la Commission ou les personnes qui s'acquittent d'attributions en vertu du paragraphe 4(3) ne sont pas habiles à témoigner ni contraignables au civil relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs attributions.

(2) Les membres de la Commission et les personnes qui s'acquittent d'attributions en vertu du paragraphe 4(3) bénéficient de l'immunité civile ou pénale pour les actes accomplis ou omis, les rapports ou les comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs attributions.

(3) Les notes, les projets d'ordonnance ou les projets de décision de la Commission, d'un membre de la Commission ou d'une personne qui s'acquitte d'attributions en vertu du paragraphe 4(3) ne peuvent être communiqués sans le consentement de leur auteur.

24 Insertion des articles 97.01 et 97.02

Les articles qui suivent sont insérés après l'article 97 :

97.01 Immunité des personnes nommées en vertu de la loi, des experts et des conseillers

(1) Les personnes nommées en vertu de la loi, celles dont les services sont retenus en application de l'article 15.10 et les conseillers choisis conformément à l'article 40 ne sont pas habiles à témoigner ni contraignables au civil relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs attributions.

(2) Les personnes nommées en vertu de la loi, celles dont les services sont retenus en application de l'article 15.10 et les conseillers choisis conformément à l'article 40 bénéficient de l'immunité civile ou pénale pour les actes accomplis ou omis, les rapports ou les comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs attributions.



(3) A note, draft order or draft decision of a conciliation board, a statutory appointee, a person engaged under section 15.10 or an advisor selected in accordance with section 40 is not to be disclosed without the consent of the person who made it.

97.02 Legal protections for support services provider

(1) The chief administrator or an employee of the support services provider is not competent or compellable to appear as a witness in any civil action, suit or other proceeding respecting information obtained in the exercise of their powers or the performance of their duties or functions in providing support services to the board.

(2) No criminal or civil proceedings lie against the chief administrator or an employee of the support services provider for anything done or omitted to be done, reported or said by that person in good faith in the course of the exercise of their powers or the performance of their duties or functions or the purported exercise of their duties or the purported performance of their duties or functions in providing support services to the board.

(3) A note, draft order or draft decision of the chief administrator or any employee of the support services provider is not to be disclosed without the consent of the person who made it.

25 Section 99 replaced

Section 99 is replaced with the following:

99 Oaths and affirmations for appointees

Before beginning their duties or functions, a statutory appointee and any advisor selected in accordance with section 40 must take an oath or make a solemn affirmation in the following form before a commissioner of oaths or any person having authority to administer oaths or solemn affirmations.

I,, do swear (or solemnly affirm) that I will faithfully, truly and impartially, to the best of my judgment, skill and ability, execute and perform the office of [advisor selected in accordance with

(3) Les notes, les projets d'ordonnance ou les projets de décision d'un bureau de conciliation, d'une personne nommée en vertu de la loi, d'une personne dont les services sont retenus en application de l'article 15.10 ou d'un conseiller choisi conformément à l'article 40 ne peuvent être communiqués sans le consentement de leur auteur.

97.02 Immunité du fournisseur de services d'appui

(1) L'administrateur en chef ou l'employé du fournisseur de services d'appui ne sont pas habiles à témoigner ni contraignables au civil relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs attributions dans le cadre de la prestation de services d'appui à la Commission.

(2) L'administrateur en chef ou l'employé du fournisseur de services d'appui bénéficient de l'immunité civile ou pénale pour les actes accomplis ou omis, les rapports ou les comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs attributions dans le cadre de la prestation de services d'appui à la Commission.

(3) Les notes, les projets d'ordonnance ou les projets de décision de l'administrateur en chef ou de l'employé du fournisseur de services d'appui ne peuvent être communiqués sans le consentement de leur auteur.

25 Remplacement de l'article 99

L'article 99 est remplacé par ce qui suit :

99 Serments et affirmations solennelles

Avant leur entrée en fonction, les personnes nommées en vertu de la loi et les conseillers choisis conformément à l'article 40 prêtent ou font, selon le cas, le serment ou l'affirmation solennelle ci-après devant un commissaire aux serments ou toute autre personne autorisée à recevoir les serments ou affirmations solennelles :

Moi,, je jure (ou j'affirme solennellement) que j'exercerai de mon mieux, fidèlement, sincèrement et impartialement, les fonctions de [conseiller choisi conformément à l'article 40, arbitre,



section 40, arbitrator, mediator, adjudicator, member of a conciliation board].

médiateur, arbitre de griefs, membre d'un bureau de conciliation].

26 Section 100.01 added

The following section is added after section 100:

100.01 Provision of staff, services or facilities

(1) Subject to subsection (2), the Commissioner in Executive Council may provide the board, a statutory appointee, a person engaged under section 15.10 or an advisor selected in accordance with section 40 with any staff, services or facilities that are appropriate for exercising their powers and performing their duties and functions.

(2) If the staff, services, or facilities referred to in subsection (1) are being provided by the support services provider, the support services provider will

- (a) provide the board with support services; and
- (b) provide a statutory appointee, a person engaged under section 15.10 or an advisor selected in accordance with section 40 with the staff, services or facilities that are needed for exercising their powers or performing their duties and functions under this Act.

(3) For greater certainty, the powers, duties and functions of the chief administrator or the support services provider do not extend to any of the powers, duties, or functions conferred by law on the board or on any of its members.

27 Section 102.01 added

The following section is added after section 102:

102.01 Incorporation by reference possible

A regulation made under this Act may incorporate by reference, in whole or in part or with modifications, any written rule, practice direction, guideline, code or other document, produced by a person or body other than the Minister or Commissioner in Executive Council, either as it reads on a date specified in the regulation or as it is amended or replaced from time to time.

26 Insertion de l'article 100.01

L'article qui suit est inséré après l'article 100 :

100.01 Fourniture de personnel, de services et d'installations

(1) Sous réserve du paragraphe (2), le commissaire en conseil exécutif peut fournir à la Commission, à une personne nommée en vertu de la loi, à une personne dont les services sont retenus en application de l'article 15.10 ou à un conseiller choisi conformément à l'article 40 le personnel, les services et les installations utiles pour l'exercice de leurs attributions.

(2) Si le personnel, les services ou les installations visées au paragraphe (1) sont fournis par le fournisseur de services d'appui, celui-ci :

- a) fournit des services d'appui à la Commission;
- b) fournit aux personnes nommées en vertu de la loi, aux personnes dont les services sont retenus en application de l'article 15.10 ou à un conseiller choisi conformément à l'article 40 le personnel, les services ou les installations dont ils ont besoin pour exercer leurs attributions en vertu de la présente loi.

(3) Il est entendu que l'administrateur en chef ou le fournisseur de services d'appui ne peuvent exercer les attributions que confère la loi à la Commission ou à l'un de ses membres.

27 Insertion de l'article 102.01

Le présent article est inséré après l'article 102 :

102.01 Incorporation par renvoi

Les règlements pris en vertu de la présente loi peuvent incorporer par renvoi — en totalité, en partie ou en y apportant des modifications — toute règle écrite, règle de pratique, ligne directrice, code ou autre document émanant d'une personne ou d'un organisme autre que le ministre ou le commissaire en conseil exécutif, soit dans sa version à une date fixée dans le règlement, soit avec ses modifications successives ou celles qui la remplacent éventuellement.



PART 2**PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS ACT****28 Public Service Labour Relations Act amended**

This Part amends the *Public Service Labour Relations Act*.

29 Section 1 amended

In subsection 1(1)

- (a) the following definitions are added in alphabetical order:

“**chief administrator**” means a person appointed under subsection 5(1) of the *Administrative Tribunals Support Service of Canada Act* (Canada); « *administrateur en chef* »

“**employee of the support services provider**” means an employee of the Administrative Tribunals Support Service of Canada appointed under the *Public Service Employment Act* (Canada);

“**presiding member**” means the member who presides over a panel in accordance with section 13; « *président de la formation* », « *président d’une formation* »

“**statutory appointee**” means

- (a) an adjudicator,
- (b) an arbitrator,
- (c) a conciliator, or
- (d) a member of a conciliation board appointed under section 67; « *personne nommée en vertu de la loi* »

“**support services**” means support services and facilities that are referred to in an arrangement entered into under section 6.01 or are needed for the board to exercise its powers or perform its duties and functions in accordance with this Act; « *services d’appui* »

“**support services provider**” means the Administrative Tribunals Support Service of Canada established by the *Administrative Tribunals Support Service of Canada Act* (Canada); « *fournisseur de services d’appui* »

PARTIE 2**LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE****28 Modification de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique**

La présente partie modifie la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*.

29 Modification de l’article 1

Le paragraphe 1(1) est modifié comme suit :

- a) les définitions qui suivent sont insérées selon l’ordre alphabétique :

« **administrateur en chef** » La personne nommée en application du paragraphe 5(1) de la *Loi sur le Service canadien d’appui aux tribunaux administratifs* (Canada). “*chief administrator*”

« **employé du fournisseur de services d’appui** » Employé du Service canadien d’appui aux tribunaux administratifs nommé conformément à la *Loi sur l’emploi dans la fonction publique* (Canada). “*employee of the support services provider*”

« **fournisseur de services d’appui** » Le Service canadien d’appui aux tribunaux administratifs constitué par la *Loi sur le Service canadien d’appui aux tribunaux administratifs* (Canada). “*support services provider*”

« **personne nommée en vertu de la loi** » S’entend :

- a) d’un arbitre de griefs;
- b) d’un arbitre;
- c) d’un conciliateur;
- d) d’un membre d’un bureau de conciliation nommé en conformité avec l’article 67. “*statutory appointee*”

« **président de la formation** » ou « **président d’une formation** » Membre chargé de présider une formation en conformité avec l’article 13. “*presiding member*”

« **services d’appui** » S’entend des services d’appui et des installations qui sont prévus dans un accord conclu en vertu de l’article 6.01 ou dont la Commission a besoin pour exercer ses attributions en conformité avec la présente loi. “*support services*”



- (b) in the definition “adjudicator”, the expression “or reappointed” is added after the expression “appointed”;
- (c) in the definition “board”, the expression “established” is replaced with the expression “continued”;
- (d) in the English definition “employee”, the expression “, except in paragraph 7(2)(b),” is added after the expression “means”;
- (e) the definition “federal act” is replaced with the following:

“federal Act” means the *Federal Public Sector Labour Relations and Employment Board Act* (Canada), as amended or replaced from time to time; « loi fédérale »

- b) dans la définition de « arbitre de griefs », l’expression « ou dont le mandat est reconduit » est insérée après la première occurrence de l’expression « nommé »;
- c) dans la définition de « Commission », l’expression « constituée » est remplacée par l’expression « prorogée »;
- d) dans la définition anglaise de « employee », l’expression « except in paragraph 7(2)(b) » est insérée après l’expression « means »;
- e) la définition de « loi fédérale » est remplacée par ce qui suit :

« loi fédérale » La *Loi sur la Commission des relations de travail et de l’emploi dans le secteur public fédéral* (Canada et ses modifications successives ou celles qui la remplacent éventuellement. “federal Act”

30 Section 6 amended

(1) Subsection 6(1) is replaced with the following:

(1) The Yukon Public Service Labour Relations Board is continued.

(2) The following subsection is added after subsection 6(1):

(1.01) The board is composed of persons who hold office as full-time members of the Federal Public Sector Labour Relations and Employment Board continued under the federal Act.

(3) In the English version of subsection 6(2), the expression “federal act” is replaced with the expression “federal Act”.

(4) In subsection 6(3), the expression “functions or responsibilities” is replaced with the expression “duties or functions”.

31 Section 6.01 added

The following section is added after section 6:

6.01 Arrangements for the provision of services, etc.

The Minister may, on behalf of the Government of Yukon, enter into an arrangement with the Government of Canada or the support services

30 Modification de l’article 6

(1) Le paragraphe 6(1) est remplacé par ce qui suit :

(1) La Commission des relations de travail dans la fonction publique du Yukon est prorogée.

(2) Le paragraphe qui suit est inséré après le paragraphe 6(1) :

(1.01) La Commission est composée de personnes qui exercent une charge à temps plein au sein de la Commission des relations de travail et de l’emploi dans le secteur public fédéral maintenue par la loi fédérale.

(3) Dans la version anglaise du paragraphe 6(2), l’expression « federal act » est remplacée par l’expression « federal Act ».

(4) Au paragraphe 6(3), l’expression « fonctions ou des responsabilités » est remplacée par l’expression « attributions ».

31 Insertion de l’article 6.01

Le présent article est inséré après l’article 6 :

6.01 Accords pour la fourniture de services, etc.

Le ministre peut, au nom du gouvernement du Yukon, conclure avec le gouvernement du Canada ou le fournisseur de services d’appui un accord pour la



provider for the provision of support services to the board, and pursuant to which the Government of Yukon will make payments to the Government of Canada or the support services provider in accordance with the terms and conditions of the arrangement, respecting any of the following:

- (a) remuneration of and reimbursement of expenses to members of the board or persons carrying out and completing duties or functions under subsection 6(3);
- (b) remuneration of and reimbursement of expenses to a conciliator appointed under section 43;
- (c) reimbursement of an allowance for expenses for persons referred to in section 94;
- (d) remuneration of and reimbursement of expenses for persons referred to in section 103;
- (e) reimbursement of expenses of the support services provider for the provision of support services, including reimbursement for costs of related activities and resources;
- (f) reimbursement of expenses that are directly attributable or traceable to the operations of the board;
- (g) any other matter that the Minister considers necessary or advisable.

32 Section 7 replaced

Section 7 is replaced with the following:

7 Remuneration and expenses of members of the board

(1) The Commissioner in Executive Council may make regulations respecting the remuneration of the members of the board or persons carrying out and completing duties or functions under subsection 6(3).

(2) Except as otherwise provided by the regulations, members of the board and persons carrying out and completing duties or functions under subsection 6(3) are to be reimbursed for travel and living expenses they incur in connection with the performance of their work away from their ordinary place of residence as follows:

fourniture de services d'appui à la Commission, aux termes duquel le gouvernement du Yukon paiera le gouvernement du Canada ou le fournisseur de services d'appui en conformité avec les modalités prévues à l'accord. L'accord peut porter sur :

- a) la rémunération et le remboursement des frais des membres de la Commission ou des personnes qui s'acquittent d'attributions en vertu du paragraphe 6(3);
- b) la rémunération et le remboursement des frais d'un conciliateur nommé en application de l'article 43;
- c) le remboursement des indemnités des personnes mentionnées à l'article 94;
- d) la rémunération et l'indemnisation des personnes visées à l'article 103;
- e) le remboursement des frais du fournisseur de services d'appui pour la fourniture de services d'appui, y compris le remboursement des coûts associés aux activités et aux ressources connexes;
- f) le remboursement de frais directement attribuables ou directement rattachables aux activités de la Commission;
- g) tout autre élément que le ministre juge nécessaire ou souhaitable.

31 Remplacement de l'article 7

L'article 7 est remplacé par ce qui suit :

7 Rémunération et indemnités

(1) Le commissaire en conseil exécutif peut prendre des règlements concernant la rémunération des membres de la Commission ou des personnes qui s'acquittent d'attributions en vertu du paragraphe 6(3).

(2) À moins qu'il n'en soit prévu autrement dans un règlement, les membres de la Commission et les personnes qui s'acquittent d'attributions en vertu du paragraphe 6(3) reçoivent le remboursement des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu ordinaire de résidence selon les modalités suivantes :



- (a) if an arrangement has been made under section 6.01, in accordance with the arrangement;
- (b) otherwise, in accordance with the policy for payment of travel expenses to employees of the Government of Yukon, as amended or replaced from time to time.

33 Section 9.01 added

The following section is added after section 9:

9.01 Attendance at meetings of persons completing duties under subsection 6(3)

A person carrying out and completing duties or functions under subsection 6(3) is not entitled to attend a meeting of the board unless the person has been invited by the chair.

34 Section 11 replaced

Section 11 is replaced with the following:

11 Number of members on panels

(1) Subject to subsection (2), matters of which the board is seized are to be heard by a panel consisting of one member of the board.

(2) If the chair considers that the complexity of a matter requires it, the chair may assign the matter to a panel consisting of three members of the board.

35 Section 13 replaced

Section 13 is replaced with the following:

13 Presiding member of a panel

(1) The chair presides over a three-member panel if the chair is a member of the panel.

(2) If the chair is not a member of a three-member panel, the chair must designate a member of the panel to preside over it.

(3) If the panel is a one-member panel, the sole member of the panel is the presiding member.

a) s'il existe un accord visé à l'article 6.01, en conformité avec cet accord;

b) autrement, en conformité avec la politique régissant le paiement des frais de déplacement aux employés du gouvernement du Yukon et ses modifications successives ou celles qui la remplacent éventuellement.

33 Insertion de l'article 9.01

L'article qui suit est inséré après l'article 9.01 :

9.01 Présence aux réunions des personnes visées au paragraphe 6(3)

La personne qui s'acquitte d'attributions en vertu du paragraphe 6(3) ne peut assister aux réunions de la Commission que sur invitation du président.

34 Remplacement de l'article 11

L'article 11 est remplacé par ce qui suit :

11 Composition des formations

(1) Sous réserve du paragraphe (2), les affaires dont est saisie la Commission sont entendues par une formation composée d'un seul membre de la Commission.

(2) S'il estime que la complexité de l'affaire l'exige, le président peut l'assigner à une formation composée de trois membres de la Commission.

35 Remplacement de l'article 13

L'article 13 est remplacé par ce qui suit :

13 Membre chargé de présider une formation

(1) Le président de la Commission doit présider la formation composée de trois membres dont il fait partie.

(2) Si le président de la Commission ne fait pas partie à une formation composée de trois membres, il doit désigner un membre de cette formation pour la présider.

(3) Si la formation est composée d'un seul membre, ce dernier la préside.



36 Section 14 replaced**Section 14 is replaced with the following:****14 Death or incapacity of a panel member**

(1) If a member of a three-member panel, other than the presiding member, dies or becomes incapacitated, the presiding member may determine any matter that was before the panel, and the decision of the presiding member is deemed to be the decision of the panel.

(2) If the presiding member dies or becomes incapacitated, the chair must establish a new panel to hear and determine the matter, subject to any terms and conditions that the chair considers necessary to protect and preserve the rights and interests of the parties.

37 Section 15 amended**Subsection 15(1) is replaced with the following:**

- (1) A matter before a panel is decided
- (a) if the panel is a one-member panel, by the presiding member;
 - (b) if the panel is a three-member panel, by a majority of the members or, if no decision is supported by a majority of the members of the panel, by the presiding member of the panel.

38 Section 16 replaced**Section 16 is replaced with the following:****16 Powers, duties and functions of the board**

(1) The board is to exercise the powers and perform the duties and functions that are conferred or imposed on it by this Act, and to exercise any powers and perform any duties and functions that are incidental to the attainment of the purpose of this Act.

(2) In exercising its powers and performing its duties and functions referred to in subsection (1), the board may make orders requiring compliance with any of the following:

36 Remplacement de l'article 14**L'article 14 est remplacé par ce qui suit :****14 Décès ou empêchement d'un membre d'une formation**

(1) Le président d'une formation composée de trois membres peut, en cas de décès ou d'empêchement d'un des autres membres, trancher seul l'affaire dont la formation était saisie, la décision du président de la formation étant alors réputée celle de la formation.

(2) En cas de décès ou d'empêchement du président d'une formation, le président de la Commission doit constituer une autre formation et lui renvoyer l'affaire selon les modalités et aux conditions qu'il estime nécessaires dans l'intérêt des parties.

37 Modification de l'article 15**Le paragraphe 15(1) est remplacé par ce qui suit :**

- (1) Les décisions d'une formation sont prises de la façon suivante :
- a) s'agissant d'une formation composée d'un seul membre, par le président de la formation;
 - b) s'agissant d'une formation composée de trois membres, à la majorité de ceux-ci; s'il n'y a pas de majorité, la décision du président de la formation constitue la décision de celle-ci.

38 Remplacement de l'article 16**L'article 16 est remplacé par ce qui suit :****16 Attributions de la Commission**

(1) La Commission exerce les attributions que la présente loi lui confère et celles qu'implique la réalisation des objets de la présente loi.

(2) Dans l'exercice des attributions mentionnées au paragraphe (1), la Commission peut rendre des ordonnances qui exigent l'observation de la présente



- (a) this Act;
- (b) the regulations;
- (c) decisions made in respect of a matter coming before the board.

39 Section 17 replaced

Section 17 is replaced with the following:

17 Provision of assistance to the parties

If the parties agree, the board, a member of the board or an employee of the support services provider who is authorized by the board may assist the parties in resolving any issues in dispute at any stage of a proceeding and by any means that the board considers appropriate, without prejudice to the board's power to determine issues that have not been settled.

40 Section 18 amended

In section 18, the expression "duties or" is added after the expression "perform any of its".

41 Section 19 amended

In section 19

- (a) paragraph (h) is replaced with the following:
 - (h) the practice and procedure for hearings and pre-hearing proceedings of the board;
- (b) the following paragraphs are added after paragraph (h):
 - (h.01) the use of any means of telecommunication in the conduct of the board's activities;
 - (h.02) the hearing or determination of any application, complaint, question or dispute that may be made to, referred to or otherwise come before the board;
 - (h.03) the establishment of an expeditious procedure and matters that may be determined under that procedure;
- (c) the following paragraphs are added after paragraph (i):
 - (i.01) the manner in which and the period during which evidence and information may be

loi, des règlements ou des décisions qu'elle rend sur les questions qui lui sont soumises.

39 Remplacement de l'article 17

L'article 17 est remplacé par ce qui suit :

17 Pouvoir général d'aider les parties

Si les parties y consentent, la Commission, un membre de la Commission ou un employé du fournisseur de services d'appui autorisé par la Commission peut aider les parties à régler les questions en litige de la façon que la Commission juge indiquée sans qu'il soit porté atteinte à la compétence de la Commission de trancher les questions qui n'auront pas été réglées.

40 Modification de l'article 18

À l'article 18, l'expression « pouvoirs et fonctions » est remplacée par l'expression « attributions ».

41 Modification de l'article 19

L'article 19 est modifié comme suit :

- a) l'alinéa h) est remplacé par ce qui suit :
 - h) la pratique et la procédure applicables aux audiences et aux procédures préparatoires de la Commission;
- b) les alinéas qui suivent sont insérés après l'alinéa h) :
 - h.01) l'utilisation de tout moyen de télécommunication dans le cadre des activités de la Commission;
 - h.02) l'audition ou le règlement des demandes, des plaintes, des questions ou des différends dont la Commission peut être saisie;
 - h.03) l'établissement d'une procédure expéditive et la détermination des affaires auxquelles elle peut s'appliquer;
- c) les alinéas qui suivent sont insérés après l'alinéa i) :
 - i.01) les modalités et délais de présentation des éléments de preuve et renseignements qui



presented to the board in connection with any proceeding that may come before it;

(i.02) the forms to be used in respect of any proceeding that may come before the board;

(d) paragraph (l) is replaced with the following:

(l) any other matters or things that are incidental or conducive to the exercise of the board's powers and the performance of its duties and functions or the attainment of the purpose of this Act.

42 Section 19.01 added

The following section is added after section 19:

19.01 Delegation in regulation authorized

A regulation made under section 19 may delegate any matter to, or confer a discretion in respect of any matter on, the board.

43 Section 19.1 amended

Subsection 19.1(2) is replaced with the following:

(2) The board may dismiss summarily any matter that is, in the board's opinion, trivial, frivolous, vexatious or made in bad faith.

44 Section 19.1.01 added

The following section is added after section 19.1:

19.1.01 Board may make rules respecting practice and procedure

(1) Subject to this Act and the regulations, the board determines its own processes and may make rules respecting practice and procedure.

(2) In the event of any conflict with any rules made by the board under subsection (1) and this Act or the regulations, this Act or the regulations apply.

(3) The board may make rules that are different for different classes of applications, complaints, questions, disputes, issues or matters.

(4) The board may waive or modify one or more of its rules if the board considers there are exceptional circumstances.

peuvent être fournis à la Commission dans le cadre des affaires dont elle peut être saisie;

i.02) les formulaires à utiliser à l'égard de toute question dont la Commission peut être saisie;

d) l'alinéa l) est remplacé par ce qui suit :

l) toute mesure utile ou connexe à l'exécution des attributions de la Commission ou à la réalisation des objets de la présente loi.

42 Insertion de l'article 19.01

L'article qui suit est inséré après l'article 19 :

19.01 Délégation par règlement autorisée

Un règlement pris en vertu de l'article 19 peut déléguer toute question à la Commission ou lui accorder un pouvoir discrétionnaire relativement à toute question.

43 Modification de l'article 19.1

Le paragraphe 19.1(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) La Commission peut rejeter de façon sommaire toute affaire qu'elle estime futile, frivole, vexatoire ou entachée de mauvaise foi.

44 Insertion de l'article 19.1.01

L'article qui suit est inséré après l'article 19.1 :

19.1.01 Règles de pratique et de procédure établies par la Commission

(1) Sous réserve de la présente loi et de ses règlements, la Commission détermine son mode de fonctionnement et peut établir des règles de pratique et de procédure.

(2) La présente loi et ses règlements ont préséance sur toute règle incompatible établie par la Commission en vertu du paragraphe (1).

(3) La Commission peut établir des règles qui diffèrent selon les catégories de demandes, de plaintes, de questions, de différends ou d'autres affaires.

(4) La Commission peut renoncer à l'application de ses règles ou les modifier si elle estime qu'il existe des circonstances exceptionnelles.



(5) The chair may issue policies, practice directions or guidelines that are consistent with this Act and the regulations respecting proceedings or the application of the board's rules.

(6) The board must make accessible any policies, practice directions or guidelines issued or rules respecting practice or procedure made under this section.

45 Section 19.5 amended

In paragraph 19.5(b), the expression “the assignment of vice-chairs to preside over panels” is replaced with the expression “the designation of presiding members to preside over three-person panels”.

46 Section 19.6 replaced

Section 19.6 is replaced with the following:

19.6 Delegation by the chair

The chair may authorize a vice-chair to exercise any of the chair's powers or perform any of the chair's duties or functions, including powers, duties or functions delegated to the chair by the board.

47 Section 19.7 amended

In the English version of section 19.7, the expression “federal act” is replaced with the expression “federal Act”.

48 Section 19.8 replaced

Section 19.8 is replaced with the following:

19.8 Mediators or experts engaged in advisory capacity

The chief administrator may engage on a temporary basis the services of mediators or experts to assist the board in an advisory capacity and fix their remuneration in accordance with the regulations or any arrangement entered into under section 6.01.

49 Section 79 amended

(1) Subsection 79(1) is replaced with the following:

(5) Le président peut établir des principes directeurs, des directives de pratique ou des lignes directrices qui sont compatibles avec la présente loi et ses règlements et qui concernent les procédures judiciaires ou l'application des règles de la Commission.

(6) La Commission doit rendre accessibles les principes directeurs, les directives de pratique, les lignes directrices ou les règles concernant la pratique et la procédure qui sont établis en vertu du présent article.

45 Modification de l'article 19.5

À l'alinéa 19.5b), l'expression « vice-présidents » est remplacée par l'expression « présidents des formations composées de trois membres ».

46 Remplacement de l'article 19.6

L'article 19.6 est remplacé par ce qui suit :

19.6 Délégation

Le président peut déléguer à tout vice-président les attributions que lui confère la présente loi ou que lui délègue la Commission.

47 Modification de l'article 19.7

Dans la version anglaise de l'article 19.7, l'expression « federal act » est remplacée par l'expression « federal Act ».

48 Remplacement de l'article 19.8

L'article 19.8 est remplacé par ce qui suit :

19.8 Assistance technique

L'administrateur en chef peut retenir temporairement les services de médiateurs ou d'autres experts chargés d'assister la Commission à titre consultatif, et fixer leur rémunération en conformité avec les règlements ou tout arrangement conclu en vertu de l'article 6.01.

49 Modification de l'article 79

(1) Le paragraphe 79(1) est remplacé par ce qui suit :



(1) The board shall appoint, after consultation with the employer and the bargaining agent, such persons, to be called adjudicators, that may be required to hear and adjudicate upon grievances referred to adjudication under this Act or decisions appealed to adjudication under section 130 or 136 of the *Public Service Act*.

(2) The following subsection is added after subsection 79(3):

(3.01) Subject to subsections (1) and (3), an adjudicator is eligible for reappointment.

50 Section 93 replaced

Section 93 is replaced with the following:

93 Legal protections for members of the board

(1) A member of the board or a person carrying out and completing duties or functions under subsection 6(3) is not competent or compellable to appear as a witness in any civil action, suit or other proceeding respecting information obtained in the exercise of their powers or the performance of their duties or functions.

(2) No criminal or civil proceedings lie against a member of the board or a person carrying out and completing duties or functions under subsection 6(3) for anything done or omitted to be done, reported or said by that member or that person in good faith in the course of the exercise of their powers or performance of their duties or functions or the purported exercise of their powers or the purported performance of their duties or functions.

(3) A note, draft order or draft decision of the board, a member of the board or a person carrying out and completing duties or functions under subsection 6(3) is not to be disclosed without the consent of the person who made it.

51 Sections 93.01 and 93.02 added

The following sections are added after section 93:

(1) Selon les besoins, la Commission nomme, après consultation de l'employeur et des agents négociateurs, des personnes à titre d'arbitres de griefs, pour instruire et trancher les griefs renvoyés à l'arbitrage en application de la présente loi ou les appels interjetés en vertu des articles 130 ou 136 de la *Loi sur la fonction publique*.

(2) Le paragraphe qui suit est inséré après le paragraphe 79(3) :

(3.01) Sous réserve des paragraphes (1) et (3), le mandat d'un arbitre de griefs peut être reconduit.

50 Remplacement de l'article 93

L'article 93 est remplacé par ce qui suit :

93 Immunité des membres de la Commission

(1) Les membres de la Commission ou les personnes qui s'acquittent d'attributions en vertu du paragraphe 6(3) ne sont pas habiles à témoigner ni contraignables au civil relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs attributions.

(2) Les membres de la Commission ou les personnes qui s'acquittent d'attributions en vertu du paragraphe 6(3) bénéficient de l'immunité civile ou pénale pour les actes accomplis ou omis, les rapports ou les comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs attributions.

(3) Les notes, les projets d'ordonnance ou les projets de décision de la Commission, d'un membre de la Commission ou d'une personne qui s'acquitte d'attributions en vertu du paragraphe 6(3) ne peuvent être communiqués sans le consentement de leur auteur.

51 Insertion des articles 93.01 et 93.02

Les articles qui suivent sont insérés après l'article 93 :



93.01 Legal protections for statutory appointees, experts and advisors

(1) A statutory appointee or a person engaged under section 19.8 is not competent or compellable to appear as a witness in any civil action, suit or other proceeding respecting information obtained in the exercise of their powers or the performance of their duties or functions.

(2) No criminal or civil proceedings lie against a statutory appointee or a person engaged under section 19.8 for anything done or omitted to be done, reported or said by that person in good faith in the course of the exercise of their powers or the performance of their duties or functions or the purported exercise of their powers or the purported performance of their duties or functions.

(3) A note, draft order or draft decision of a conciliation board, a statutory appointee, or a person engaged under section 19.8 is not to be disclosed without the consent of the person who made it.

93.02 Legal protections for support services provider

(1) The chief administrator or an employee of the support services provider is not competent or compellable to appear as a witness in any civil action, suit or other proceeding respecting information obtained in the exercise of their powers or the performance of their duties or functions in providing support services to the board.

(2) No criminal or civil proceedings lie against the chief administrator or an employee of the support services provider for anything done or omitted to be done, reported or said by that person in good faith in the course of the exercise of their powers or performance of their duties or functions or the purported exercise of their duties or the purported performance of their duties or functions in providing support services to the board.

(3) A note, draft order or draft decision of the chief administrator or any employee of the support services provider is not to be disclosed without the consent of the person who made it.

93.01 Immunité des personnes nommées en vertu de la loi, des experts et des conseillers

(1) Les personnes nommées en vertu de la loi et celles dont les services sont retenus en application de l'article 19.8 ne sont pas habiles à témoigner ni contraignables au civil relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs attributions.

(2) Les personnes nommées en vertu de la loi ou celles dont les services sont retenus en application de l'article 19.8 bénéficient de l'immunité civile ou pénale pour les actes accomplis ou omis, les rapports ou les comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs attributions.

(3) Les notes, les projets d'ordonnance ou les projets de décision d'un bureau de conciliation, d'une personne nommée en vertu de la loi ou d'une personne dont les services sont retenus en application de l'article 19.8 ne peuvent être communiqués sans le consentement de leur auteur.

93.02 Immunité du fournisseur de services d'appui

(1) L'administrateur en chef ou l'employé du fournisseur de services d'appui ne sont pas habiles à témoigner ni contraignables au civil relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs attributions dans le cadre de la prestation de services d'appui à la Commission.

(2) L'administrateur en chef ou l'employé du fournisseur de services d'appui bénéficient de l'immunité civile ou pénale pour les actes accomplis ou omis, les rapports ou les comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses attributions dans le cadre de la prestation de services d'appui à la Commission.

(3) Les notes, les projets d'ordonnance ou les projets de décision de l'administrateur en chef ou d'un employé du fournisseur de services d'appui ne peuvent être communiqués sans le consentement de leur auteur.



52 Section 95 replaced**Section 95 is replaced with the following:****95 Oaths and affirmations for appointees**

Before beginning their duties or functions, a statutory appointee must take an oath or make a solemn affirmation in the following form before a commissioner of oaths or any person having authority to administer oaths or solemn affirmations.

I,, do swear (or solemnly affirm) that I will faithfully, truly and impartially, to the best of my judgment, skill and ability, execute and perform the office of [arbitrator, conciliator, adjudicator, member of a conciliation board].

53 Section 96 replaced**Section 96 is replaced with the following:****96 Provision of staff, services, or facilities**

(1) Subject to subsection (2), the Commissioner in Executive Council may provide the board, a conciliation board, a statutory appointee or a person engaged under section 19.8 with any staff, services or facilities that are appropriate for exercising their powers and performing their duties and functions.

(2) If the staff, services or facilities referred to in subsection (1) are being provided by the support services provider, the support services provider will

- (a) provide the board with support services; and
- (b) provide a conciliation board, a statutory appointee or a person engaged under section 19.8 with the staff, services or facilities that are needed for exercising their powers and performing their duties and functions under this Act.

(3) For greater certainty, the powers, duties and functions of the chief administrator or the support services provider do not extend to any of the powers, duties, and functions conferred by law on the board or on any of its members.

52 Remplacement de l'article 95**L'article 95 est remplacé par ce qui suit :****95 Serments et affirmations solennelles**

Avant leur entrée en fonction, les personnes nommées en vertu de la loi prêtent ou font, selon le cas, le serment ou l'affirmation solennelle ci-après devant un commissaire aux serments ou toute autre personne autorisée à recevoir les serments ou affirmations solennelles :

Moi,, je jure (ou j'affirme solennellement) que j'exercerai de mon mieux, fidèlement, sincèrement et impartialement, les fonctions de [arbitre, conciliateur, arbitre de griefs, membre d'un bureau de conciliation].

53 Remplacement de l'article 96**L'article 96 est remplacé par ce qui suit :****96 Fourniture de personnel, de services et d'installations**

(1) Sous réserve du paragraphe (2), le commissaire en conseil exécutif peut fournir à la Commission, à un bureau de conciliation, à une personne nommée en vertu de la loi ou à une personne dont les services sont retenus en application de l'article 19.8 le personnel, les services et les installations utiles pour l'exercice de leurs attributions.

(2) Si le personnel, les services ou les installations visées au paragraphe (1) sont fournis par le fournisseur de services d'appui, celui-ci :

- a) fournit des services d'appui à la Commission;
- b) fournit aux bureaux de conciliation, aux personnes nommées en vertu de la loi ou aux personnes dont les services sont retenus en application de l'article 19.8 le personnel, les services ou les installations dont ils ont besoin pour exercer leurs attributions en vertu de la présente loi.

(3) Il est entendu que l'administrateur en chef ou le fournisseur de services d'appui ne peuvent exercer les attributions que confère la loi à la Commission ou à l'un de ses membres.



54 Section 100.01 added

The following section is added after section 100:

100.01 Incorporation by reference possible

A regulation made under this Act may incorporate by reference, in whole or in part or with modifications, any written rule, practice direction, guideline, code or other document, produced by a person or body other than the Minister or Commissioner in Executive Council, either as it reads on a date specified in the regulation or as it is amended or replaced from time to time.

PART 3**TRANSITIONAL PROVISIONS****DIVISION 1****TRANSITIONAL PROVISIONS — EDUCATION
LABOUR RELATIONS ACT****55 Definition**

In this Division

“**former Act**” means the *Education Labour Relations Act* as it read immediately before the coming into force of this section. « *loi antérieure* »

56 Panels constituted before coming into force

A panel constituted under the former Act

- (a) is deemed to have been validly constituted; and
- (b) if a matter was assigned to it under and in conformity with the former Act, will continue to hear and determine the matter.

57 Provision of assistance before coming into force

A person who, immediately before the coming into force of section 12 of this Act, was assisting parties under section 15 of the former Act may continue to assist those parties as if section 12 of this Act had not come into force.

54 Insertion de l’article 100.01

L’article qui suit est inséré après l’article 100 :

100.01 Incorporation par renvoi

Les règlements pris en vertu de la présente loi peuvent incorporer par renvoi — en totalité, en partie ou en y apportant des modifications — toute règle écrite, règle de pratique, ligne directrice, code ou autre document émanant d’une personne ou d’un organisme autre que le ministre ou le commissaire en conseil exécutif, soit dans sa version à une date fixée dans le règlement, soit avec ses modifications successives ou celles qui la remplacent éventuellement.

PARTIE 3**DISPOSITIONS TRANSITOIRES****SECTION 1****DISPOSITIONS TRANSITOIRES — LOI SUR LES
RELATIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR DE
L’ÉDUCATION****55 Définition**

La définition qui suit s’applique à la présente section.

« **loi antérieure** » La *Loi sur les relations de travail dans le secteur de l’éducation* dans sa version avant l’entrée en vigueur du présent article. “*former Act*”

56 Formations constituées avant l’entrée en vigueur

La formation constituée sous le régime de la loi antérieure est réputée valablement constituée et continue d’instruire toute affaire dont elle était saisie conformément à la loi antérieure.

57 Aide fournie avant l’entrée en vigueur

La personne qui, avant l’entrée en vigueur de l’article 12 de la présente loi, aidait les parties en application de l’article 15 de la loi antérieure continue d’aider ces parties comme si l’article 12 de la présente loi n’était pas entré en vigueur.



58 Rules, etc. continued

Any rules, policies, practice directions or guidelines of the board that were in effect before the coming into force of section 17 of this Act continue in effect until they are amended or repealed.

59 Engagement of experts and advisors not affected

An engagement of an expert or advisor under the former Act that was in effect immediately before the coming into force of section 21 of this Act continues in effect according to its terms.

60 Oaths and affirmations before coming into force

A person who took an oath or made a solemn affirmation under the former Act is not required to take a further oath or make a further affirmation solely because of the amendments made by section 25 of this Act.

DIVISION 2**TRANSITIONAL PROVISIONS — PUBLIC SERVICE LABOUR RELATIONS ACT****61 Definition**

In this Division

“**former Act**” means the *Public Service Labour Relations Act* as it read immediately before the coming into force of this section. « *loi antérieure* »

62 Panels constituted before coming into force

A panel constituted under the former Act

- (a) is deemed to have been validly constituted; and
- (b) if a matter was assigned to it under and in conformity with the former Act, will continue to hear and determine the matter.

58 Maintien des règles, etc.

Les règles, les principes directeurs, les directives de pratique et les lignes directrices de la Commission qui étaient en vigueur avant l’entrée en vigueur de l’article 17 de la présente loi demeurent en vigueur jusqu’à leur modification ou leur abrogation.

59 Aucune incidence sur les ententes en cours

Les ententes qui ont été conclues avec un expert ou un conseiller sous le régime de la loi antérieure et qui sont entrées en vigueur avant l’entrée en vigueur de l’article 21 de la présente loi demeurent valides selon leurs modalités.

60 Serments et affirmations solennelles antérieurs à l’entrée en vigueur

La personne qui a prêté serment ou qui a fait une affirmation solennelle sous le régime de la loi antérieure n’a pas à le faire de nouveau du seul fait des modifications apportées à l’article 25 de la présente loi.

SECTION 2**DISPOSITIONS TRANSITOIRES — LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE****61 Définition**

La définition qui suit s’applique à la présente section.

« **loi antérieure** » La *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* dans sa version avant l’entrée en vigueur du présent article. “*former Act*”

62 Formations constituées avant l’entrée en vigueur

La formation constituée sous le régime de la loi antérieure est réputée valablement constituée et continue d’instruire toute affaire dont elle était saisie conformément à la loi antérieure.



63 Provision of assistance before coming into force

A person who, immediately before the coming into force of section 39 of this Act, was assisting parties under section 17 of the former Act may continue to assist those parties as if section 39 of this Act had not come into force.

64 Rules, etc. continued

Any rules, policies, practice directions or guidelines of the Board that were in effect before the coming into force of section 44 of this Act continue in effect until they are amended or repealed.

65 Engagement of experts and advisors not affected

An engagement of an expert or advisor that is in effect immediately before the coming into force of section 48 of this Act continues in effect according to its terms.

66 Oaths and affirmations before coming into force

A person who took an oath or made a solemn affirmation under the former Act is not required to take a further oath or make a further affirmation solely because of the amendments made by section 52 of this Act.

PART 4**REPEALS OF REGULATIONS****67 Commissioner's Order 1970/196 repealed**

Commissioner's Order 1970/196 is repealed.

68 Commissioner's Order 1970/225 repealed

Commissioner's Order 1970/225 is repealed.

69 Commissioner's Order 1975/076 repealed

Commissioner's Order 1975/076 is repealed.

63 Aide fournie avant l'entrée en vigueur

La personne qui, avant l'entrée en vigueur de l'article 39 de la présente loi, aidait les parties en application de l'article 17 de la loi antérieure continue d'aider ces parties comme si l'article 39 de la présente loi n'était pas entré en vigueur.

64 Maintien des règles, etc.

Les règles, les principes directeurs, les directives de pratique et les lignes directrices de la Commission qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur de l'article 44 de la présente loi demeurent en vigueur jusqu'à leur modification ou leur abrogation.

65 Aucune incidence sur les ententes en cours

Les ententes qui ont été conclues avec un expert ou un conseiller sous le régime de la loi antérieure et qui sont entrées en vigueur avant l'entrée en vigueur de l'article 48 de la présente loi demeurent valides selon leurs modalités.

66 Serments et affirmations solennelles antérieurs à l'entrée en vigueur

La personne qui a prêté serment ou qui a fait une affirmation solennelle sous le régime de la loi antérieure n'a pas à le faire de nouveau du seul fait des modifications apportées à l'article 52 de la présente loi.

PARTIE 4**RÈGLEMENTS ABROGÉS****67 Abrogation de l'Ordonnance du Commissaire 1970/196**

L'Ordonnance du Commissaire 1970/196 est abrogée.

68 Abrogation de l'Ordonnance du Commissaire 1970/225

L'Ordonnance du Commissaire 1970/225 est abrogée.

69 Abrogation de l'Ordonnance du Commissaire 1975/076

L'Ordonnance du Commissaire 1975/076 est abrogée.



70 Commissioner's Order 1984/290 repealed

Commissioner's Order 1984/290 is repealed.

PART 5
COMING INTO FORCE

71 Coming into force

This Act, or any provision of it, comes into force on a day or days to be fixed by the Commissioner in Executive Council.

70 Abrogation de l'Ordonnance du Commissaire 1984/290

L'Ordonnance du Commissaire 1984/290 est abrogée.

PARTIE 5
ENTRÉE EN VIGUEUR

71 Entrée en vigueur

La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates que fixe le commissaire en conseil exécutif.

